

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-Meslay

Parçay-Meslay, le 02/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

PAPETERIES PALM

AV DE MONSEIGNEUR ROMERO

37160 Descartes

Références : 2023/1016 - VAT20230530
Code AIOT : 0010000663

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2023 dans l'établissement PAPETERIES PALM implanté AVENUE DE MONSEIGNEUR ROMERO 37160 Descartes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPETERIES PALM
- AV DE MONSEIGNEUR ROMERO 37160 Descartes
- Code AIOT : 0010000663
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les activités de la société PAPETERIES PALM sur la commune de Descartes sont autorisées par l'AP n° 17660 du 17 mai 2005 autorisant la société SEYFERT DESCARTES à poursuivre l'exploitation d'une unité de fabrication de papier destiné à être transformé en carton ondulé (actualisation et abrogation des actes administratifs antérieurs).

Cet établissement fait également l'objet des actes administratifs suivants :

- l'arrêté complémentaire n° 18412 du 1er août 2008 relatif au déplacement du point de rejet des effluents liquides,

- l'arrêté complémentaire n° 18575 du 14 mai 2009 relatif à l'épandage agricole des boues de la station d'épuration,
- l'arrêté complémentaire n° 18671 du 16 novembre 2009 prescrivant des études complémentaires relatives aux rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique,
- l'arrêté complémentaire n° 20019 du 14 octobre 2014 relatif à la mise en œuvre des garanties financières,
- l'arrêté complémentaire n° 20205 du 14 octobre 2015 relatif aux prescriptions applicables en matière de prévention de la légionellose,
- l'arrêté complémentaire n° 20242 du 7 décembre 2015 relatif à la dérogation "fin de vie" prévue à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910,
- l'arrêté complémentaire n° 20540 du 1er décembre 2017 rendant applicables les dispositions introduites par la directive IED,
- la lettre préfectorale du 14 décembre 2018 prenant acte de l'installation d'une cuve d'oxygène liquide soumise au régime de la déclaration (rubrique 4442.2 de la nomenclature).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- La thématique « Sécheresse »
- La prévention de la pollution des eaux de surfaces

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modification des installations	Code de l'environnement du 05/09/2023, article R.181-46-II	/	Sans objet
10	Valeurs limites de rejet - Eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.6.3.	Avec suites Mise en demeure, respect de prescription (visite du 26/07/2022) et Lettre de suite préfectorale (visite du 15/11/2022)	Sans objet
11	Valeurs limites de rejet – Eaux bassin décantation	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.6.3	/	Sans objet
13	Fréquence de surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.7.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Volume annuel prélevé	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I	/	Sans objet
3	Activités exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	/	Sans objet
4	Volume de référence	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-II	/	Sans objet
5	Réduction du prélèvement	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-I	/	Sans objet
6	Délai de mise en œuvre des réductions	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-III	/	Sans objet
7	Rapportage hebdomadaire	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV	/	Sans objet
8	Document à disposition	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4 – I	/	Sans objet
9	Délai de disponibilité des documents	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-II	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Valeurs limites de rejet – Eaux parking expédition	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.6.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/09/2023, article R.181-46-II
Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations
Prescription contrôlée : Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...]
Constats : L'exploitant n'a pas informé la préfecture de l'arrêt d'exploitation de la machine à papier n°8 en joignant les éléments d'appréciation.
Observations : L'établissement comprend un atelier de fabrication de papier qui comporte 2 machines à papier (MAP 8 et MAP 9). L'exploitant a indiqué que la MAP 8 a été arrêtée définitivement au début du mois d'avril 2023. L'exploitant doit informer la préfecture de cette modification des conditions d'exploitation en joignant les éléments d'appréciation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Volume annuel prélevé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Volume annuel prélevé
Prescription contrôlée : Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.
Constats : Pas d'écarts constatés.
Observations : L'établissement est notamment soumis au régime de l'autorisation pour la rubrique 3610. Le prélèvement d'eau total pour l'année 2022 est de 1 539 605 m³ :

- 1 451 596 m³ d'eau prélevés dans la rivière Creuse
- 48 769 m³ d'eau de forage
- 39 240 m³ d'eau de ville

L'établissement est donc concerné par l'arrêté du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ce point n'appelle pas d'autres commentaires.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Activités exemptées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2023, Exemption

Prescription contrôlée :

Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :

1° Les installations nécessaires aux activités suivantes:

- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle);
- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux;
- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux;
- transformation agroalimentaire en flux poussé: transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée;
- production, distribution et cogénération d'électricité;
- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie;
- production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé;
- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux;
- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé;

2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018;

3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur;

4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.

Constats :

Pas d'écarts constatés.

Observations :

Au jour de la visite d'inspection objet du présent rapport, l'exploitant n'a pas sollicité d'exemption aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant a précisé qu'une étude est en cours par rapport à l'exemption "3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau,

sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur".
Ce point n'appelle pas d'autres commentaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Volume de référence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-II
Thème(s) : Actions nationales 2023, Volume de référence
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.</p> <p>Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population. Ce volume des usages de l'eau nécessaires notamment à la sécurité est néanmoins intégré dans le volume des 10 000 mètres cubes mentionné au I de l'article 1er.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écarts constatés.</p>
<p>Observations :</p> <p>Les éléments présentés montrent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année 2022 : 4 289 m³ ; • moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil « juillet - août - septembre » de l'année 2022 : 4 388 m³. <p>Le volume de référence pris en compte par l'exploitant est de 4 388 m³/j.</p> <p>Ce point n'appelle pas d'autres commentaires.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Réduction du prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Réduction du prélèvement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> – vigilance: sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site; – alerte: réduction du prélèvement d'eau de 5 %; – alerte renforcée: réduction du prélèvement d'eau de 10 %; – crise: réduction du prélèvement d'eau de 25 %.
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écarts constatés.</p>

<p>Observations : L'établissement est situé à Descartes sur le bassin-versant de la Creuse. 1- Niveau d'Alerte entre le 30/07/2023 et le 27/08/2023 : 1-1 Volume maximal journalier de prélèvement d'eau applicable à l'établissement sur cette période : 4 168,6 m³ (volume de référence, 4 388 m³ - 5%) ; 1-2 Volume maximal journalier prélevé sur cette période : 3 366 m³ le 02/08/2023. La prescription est respectée.</p> <p>2- Niveau d'Alerte renforcée à partir du 28/08/2023 : 2-1 Volume journalier maximal de prélèvement d'eau applicable à l'établissement à partir du 28/08/2023 : 3949 m³ (volume de référence, 4 388 m³ - 10%) ; 2-2 Volume maximal journalier prélevé sur la période du 28/08 au 04/09/2023 : 3 325 m³ le 28/08/2023. La prescription est respectée.</p> <p>L'exploitant a notamment mis en place les mesures suivantes qui contribuent à la réduction de consommation d'eau : - arrêt de la MAP 8 ; - réutilisation des effluents dans les rinceurs de la presse à déchets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Délai de mise en œuvre des réductions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-III
Thème(s) : Actions nationales 2023, Délai de mise en œuvre des réductions
<p>Prescription contrôlée : Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1er.</p>
<p>Constats : Pas d'écarts constatés.</p>
<p>Observations : Au vu des éléments mis à disposition par l'exploitant, il est constaté que : - la réduction de 5 % pour le niveau de gravité "Alerte" est effective à compter du 02/08/2023 (AP du 28/07/2023 applicable à compter du 30/07/2023). - la réduction de 10 % pour le niveau de gravité "Alerte renforcée" est effective à compter du 30/08/2023 (AP du 25/08/2023 applicable à compter du 27/08/2023).</p> <p>Ce point n'appelle pas d'autres commentaires.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rapportage hebdomadaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
Thème(s) : Actions nationales 2023, Rapportage
<p>Prescription contrôlée : Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le</p>

<p>volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant: https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire.</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écarts constatés.</p>
<p>Observations :</p> <p>Le niveau de gravité "Alerte renforcée" est déclenché depuis le dimanche 27/08/2023.</p> <p>L'exploitant a présenté les éléments suivants permettant de vérifier que la transmission des informations a été réalisée le mercredi 30/08/2023 via le site internet démarches simplifiées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - attestation de dépôt en date du 30/08/2023 ; - dossier n°13460244 déposé le 30/08/2023 qui permet notamment de vérifier les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> - volume hebdomadaire prélevé (en m³) sur la semaine précédente : 20593 en eaux superficielles, 430 dans le réseau AEP et 781 en eaux souterraines ; - volume hebdomadaire rejeté (en m³) sur la semaine précédente : 17328 en eaux superficielles et 116 dans un milieu autre que l'eau superficielle (eaux usées) ; - volume journalier consommé sur la semaine précédente (en m³/j) : 623 ; - volume journalier prévisionnel prélevé sur la semaine en cours (en m³/j) : 3 182 ; - volume journalier prévisionnel consommé sur la semaine en cours (en m³/j) : 668. <p>Ce point n'appelle pas d'autres commentaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 8 : Document à disposition

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4 – I</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, documents à disposition</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées:</p> <p>[...]</p> <p>2° Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier;</p> <p>3° Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l'alimentation en eau potable de la population;</p> <p>4° Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2;</p> <p>5° Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écarts constatés.</p>
<p>Observations :</p> <p>Les éléments suivants ont été présentés par l'exploitant :</p> <p>2° : Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer</p>

<p>et de le justifier ont été présentés (voir point de contrôle n°4 du présent rapport).</p> <p>3° : Pas d'usage de ce type .</p> <p>4° : La procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 est disponible et est notamment visible sur les écrans d'affichage répartis dans l'établissement.</p> <p>5° : Étude en cours par l'exploitant (cf Point de contrôle n°3).</p> <p>Ce point n'appelle pas d'autres commentaires.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Délai de disponibilité des documents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-II
Thème(s) : Actions nationales 2023, Documents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5° au plus tard trois jours après le déclenchement d'un niveau de gravité ou, s'il est déjà en période de sécheresse, trois jours après l'entrée en vigueur du présent d'arrêté.</p> <p>Ces éléments ne sont à établir que si l'exploitant est soumis aux dispositions de l'article 2.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écarts constatés.</p>
<p>Observations :</p> <p>Les éléments permettant de vérifier ce point de contrôle ont été présentés par l'exploitant lors de la visite (voir points de contrôles précédents).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Valeurs limites de rejet des eaux industrielles et modification de la coloration du milieu récepteur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.6.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors des visites d'inspection du 26/07/2022 et du 15/11/2022 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suites qui avaient été actées : Arrêté préfectoral de mise en demeure (visite du 26/07/2022) et Lettre de suite préfectorale (visite du 15/11/2022) date d'échéance qui a été retenue : 31/08/2022
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - température inférieure à 35°C, - pH compris entre 5,5 et 8,5, - couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l, - absence de matières flottantes, - ne pas dégrader les réseaux d'égouts, - ne pas dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts ainsi que dans le milieu récepteur éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

De plus, les valeurs limites fixées dans les tableaux suivants s'appliquent au rejet des effluents spécifiques indiqués :

Constats :

L'exploitant doit justifier que la prescription relative à la modification de la coloration du milieu récepteur est respectée.

Observations :

- Respect de la prescription relative au respect des valeurs limites d'émissions :

Ce point fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/08/2022 (article 1.2).

L'exploitation des données renseignées dans GIDAF fait apparaître pour le rejet « eaux industrielles » les dépassements de VLE (concentration et/ou flux) suivants sur la période entre janvier et avril 2023 :

MES : 2 dépassements en concentration (en mars et avril) sans dépasser le double de la VLE (maximum 210 mg/L pour 105 mg/L) et 2 dépassements en flux (en mars et avril) sans dépasser le double de la VLE (maximum 794 kg/j pour 420 kg/j) ;

NGL : 1 dépassement en concentration en avril sans dépasser le double de la VLE (maximum 33,5 mg/L pour 30 mg/L) et 1 dépassement en flux en avril sans dépasser le double de la VLE (maximum 125,5 kg/j pour 110 kg/j) ;

P total : 10 dépassements en concentration (en janvier, février, mars et avril) dont 3 (en mars et avril) à plus du double de la VLE (maximum 9,4 mg/L pour 3 mg/L) et 3 dépassements en flux (en mars et avril) dont 1 en avril à plus du double de la VLE (maximum 35,7 kg/j pour 13 kg/j).

Afin d'améliorer le fonctionnement de la station d'épuration et respecter les VLE, l'exploitant a notamment pris en 2023 les mesures suivantes :

- février : réduction du dosage du phosphore dans les nutriments en amont des méthaniseurs ;
- fin mars : analyses en interne plus fréquentes sur le paramètre P total (2 à 3 fois par semaine) ;
- fin juillet : remplacement d'un des trois aérateurs par un aérateur nouvelle génération ;
- début août : le surpresseur placé en amont des aérateurs a été adapté afin de fonctionner avec une vitesse variable.

Par ailleurs, l'arrêt d'exploitation définitif de la machine à papier n°8 depuis avril entraîne une baisse de charge de la station d'épuration.

Il en résulte que, pour les mois de mai à août 2023, il n'y a pas eu de dépassement de VLE, hormis en juin du fait du redémarrage après l'arrêt technique :

MES : 2 dépassements en concentration sans dépasser le double de la VLE (maximum 205 mg/L pour 105 mg/L) et 1 dépassement en flux sans dépasser le double de la VLE (maximum 680 kg/j pour 420 kg/j) ;

DCO : 1 dépassement en concentration sans dépasser le double de la VLE (maximum 752 mg/L pour 560 mg/L).

L'exploitant a mis en place les mesures suivantes pour éviter la reproduction de cet écart : réglages des phases d'aération.

L'exploitant a précisé que, sur la période de mai à août 2023, les valeurs moyennes mensuelles en concentration et flux des paramètres sont à la baisse par rapport à la période de janvier à avril 2023.

Valeurs moyennes en concentration en mg/L entre janvier et avril puis entre mai et août 2023 :

DCO : 126,6 puis 113,5

MES : 46,4 puis 19,9

NGL : 10,8 puis 5,3

P total : 4 puis 1,1

L'exploitant a précisé que, compte-tenu de l'amélioration du fonctionnement de la station d'épuration, celle-ci est dorénavant en phase d'observation afin d'évaluer la nécessité de réaliser les opérations correctives prévues (notamment le remplacement du surpresseur et des deux autres aérateurs ancienne génération).

Au vu des éléments précités, l'exploitant a mis en œuvre les mesures nécessaires au respect de la prescription relative aux valeurs limites d'émission en concentration et flux du rejet « Eaux

industrielles ». Les dispositions de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/08/2022 sont respectées.

- Respect de la prescription relative à la modification de la coloration du milieu récepteur :

L'exploitant a transmis par courriel du 27/02/2023 à l'inspection des installations classées la procédure qu'il compte mettre en œuvre afin de justifier du respect de cette prescription (mesure en hautes eaux et basses eaux, emplacement des points de prélèvement en amont et aval du point de rejet). L'exploitant doit, avant la réalisation des prélèvements et analyses, transmettre les éléments permettant de vérifier que l'endroit choisi pour réaliser le prélèvement aval est représentatif de la zone de mélange. Le constat est maintenu.

Pour information, l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 définit la zone de mélange comme « la zone adjacente au point de rejet où les concentrations d'un ou plusieurs polluants peuvent dépasser les normes de qualité environnementales. Cette zone est proportionnée et limitée à la proximité du point de rejet et ne compromet pas le respect des normes de qualité environnementales sur le reste de la masse d'eau. ».

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Valeurs limites de rejet – Eaux bassin décantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.6.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :

- température inférieure à 35°C,
- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l,
- absence de matières flottantes,
- ne pas dégrader les réseaux d'égouts,
- ne pas dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts ainsi que dans le milieu récepteur éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

De plus, les valeurs limites fixées dans les tableaux suivants s'appliquent au rejet des effluents spécifiques indiqués :

[...]

[...]

Constats :

Les valeurs limites d'émission ne sont pas respectées pour les paramètres MEST, DBO5 et DCO mesurés dans les eaux issues du bassin de décantation.

Observations : L'exploitant a présenté le tableau de suivi interne dans lequel il renseigne notamment les résultats des analyses sur la température et le pH qui sont réalisées en interne et le rapport d'analyses du laboratoire IANESCO N°E21-53402 en date du 14/01/2022 sur le prélèvement réalisé le 29/12/2021. Les résultats montrent des dépassements de VLE pour les paramètres suivants :

Matières en suspension totales (MEST) : 130 mg/L pour une VLE à 100 ;

Demande biologique en oxygène (DBO5) : 39 mg/L pour une VLE à 30 ;

Demande chimique en oxygène (DCO) : 170 mg/L pour une VLE à 125.

Point non conforme.

L'exploitant a indiqué que ce bassin est nettoyé deux fois par an : présentation des bons d'intervention de PROTEC le 22/09/2022 et le 06/03/2023.

Afin de pouvoir respecter cette disposition, l'exploitant envisage de resserrer la fréquence de nettoyage de ce bassin.
Le respect de la fréquence de surveillance est abordé ci-après.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Valeurs limites de rejet – Eaux parking expédition

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée : L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - température inférieure à 35°C, - pH compris entre 5,5 et 8,5, - couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l, - absence de matières flottantes, - ne pas dégrader les réseaux d'égouts, - ne pas dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts ainsi que dans le milieu récepteur éventuellement par mélange avec d'autres effluents. <p>De plus, les valeurs limites fixées dans les tableaux suivants s'appliquent au rejet des effluents spécifiques indiqués :</p> <p>[...]</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : Pas d'écarts constatés.</p>
<p>Observations : L'exploitant a présenté le tableau de suivi interne dans lequel il renseigne notamment les résultats des analyses sur la température et le pH qui sont réalisées en interne et le rapport d'analyses du laboratoire IANESCO N°E21-53403 en date du 14/01/2022 sur le prélèvement réalisé le 29/12/2021. Les résultats sont inférieurs aux VLE pour tous les paramètres.</p> <p>Le respect de la fréquence de surveillance est abordé ci-après.</p> <p>Ce point n'appelle pas d'autres commentaires.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Fréquence de surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée : La température, le pH et les concentrations relatives aux paramètres indiqués aux tableaux 2 et 3 sont mesurés une fois par an.</p>
<p>Constats : La fréquence de surveillance, annuelle, des rejets "Eaux issues du bassin de décantation de 30 m3" et "Eaux issues du bassin de récupération du parking expéditions" n'est pas respectée.</p>
Observations : L'exploitant a présenté les éléments suivants :

- Eaux issues du bassin de décantation de 30 m3 : tableau de suivi interne et rapport d'analyses du laboratoire IANESCO N°E21-53402 en date du 14/01/2022 sur le prélèvement réalisé le 29/12/2021.
- Eaux issues du bassin de récupération du parking expéditions : tableau de suivi interne et rapport d'analyses du laboratoire IANESCO N°E21-53403 en date du 14/01/2022 sur le prélèvement réalisé le 29/12/2021.

La fréquence de surveillance annuelle n'est pas respectée.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet